



DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
 MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
 OTTAWA - CANADA

No. 48/44

LE RÔLE DU CANADA DANS UN SYSTÈME DÉMOCRATIQUE RÉGIONAL

Discours prononcé par le très honorable
 Louis-S. Saint-Laurent, Secrétaire d'Etat
 aux Affaires extérieures, lors de la
 Journée internationale de l'Exposition
 nationale du Canada, le 7 septembre 1948

En toute justice pour vous, monsieur le Président, non moins que pour moi-même, je dois vous dire dès le début que j'ai reçu l'invitation d'être votre hôte à ce déjeuner avant certain événement qui s'est produit à Ottawa il y a exactement un mois aujourd'hui. L'invitation était adressée au Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. C'est à ce titre que je l'ai acceptée et que je suis ici.

Il va sans dire que j'apprécie hautement l'honneur qui m'est fait.

Cette Exposition est plus qu'une grande manifestation de civisme. C'est une institution nationale dont les origines dans la vie canadienne sont antérieures à la Confédération. Nous avons ici la preuve tangible de notre développement national ainsi que du rang que nous occupons parmi les grands peuples commerçants de l'univers. Grâce à cette Exposition les réalisations agricoles, scientifiques, industrielles et artistiques du Canada nous inspirent tout naturellement des sentiments de fierté et de confiance. L'événement évoque le passé tout en suscitant des espoirs d'avenir. Un de mes amis a relevé à mon intention un discours prononcé en 1869 par le Président de l'Association qui, cette année-là, avait organisé l'Exposition de Toronto. L'auteur du discours était Edwin Mallory, et l'Exposition qui avait lieu il y a près de quatre-vingts ans lui suggérerait une comparaison entre l'état de l'agriculture aux environs de 1820 et l'état de l'agriculture en 1869:

"Si quelqu'un, disait-il, avait prédit qu'en 1869, l'agriculteur parcourrait ses champs confortablement assis sur un siège à ressorts et protégé par un parasol, fumant avec satisfaction sa pipe d'écume de mer, et coupant plus de céréales ou râtelant plus de foin que six ou huit hommes ne pouvaient le faire dans le même temps, à la sueur de leur front, celui-là aurait été traité de visionnaire - autre preuve que le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable. Bien que la chose ne semble guère possible, n'avons-nous pas lieu de caresser l'espoir que, dans cette ère de progrès, les enfants d'aujourd'hui pourront, à la fin du prochain cinquantenaire, se reporter en arrière et constater autant de progrès que nous en avons vu au cours d'une période égale."

...../Les rêves

Les rêves de perfectionnement et de progrès matériel d'Edwin Mallory devaient se réaliser au cours du semi-siècle qui suivit 1869. L'homme fit des progrès marqués. En 1919, il avait réussi à aménager pour son confort et sa commodité beaucoup d'autres forces de la nature. Il faut dire qu'en 1919, l'homme était passé par l'holocauste sanglant de la première guerre mondiale. La satisfaction que nous éprouvions à nous acheminer vers une existence plus facile et plus heureuse avait été réduite à néant par la tuerie et les sacrifices des années terribles 1914-1918.

Après cette épreuve, l'homme se prit à envisager de nouveau l'avenir. Les travaux de découverte et de mise en valeur se poursuivirent. La vie devint trépidante, réglée sur le rythme vertigineux de dispositifs mécaniques toujours plus nombreux. Le niveau de l'existence s'éleva. Ce qui avait été objet de luxe pour quelques-uns devint objet de confort pour un grand nombre. Ce qui avait été objet de confort pour un grand nombre devint objet indispensable pour tous. Mais de nouveau, en 1939, le progrès matériel avait tellement devancé le progrès moral et social que nous glissions dans la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle le carnage et la destruction prirent des proportions jusque-là inimaginables.

Et voici que, trois ans après la fin des hostilités, nous cheminons de nouveau beaucoup trop près de l'abîme, plus terrifiés que jamais parce que nous ignorons si le développement des sciences dans un monde d'anarchie morale et politique n'est pas aussi propre à entraîner la perte du genre humain qu'à assurer son bonheur; on dirait, en effet, que le gouffre n'a jamais été aussi profond entre la sagesse, la sagesse véritable, et la simple connaissance. En cette Journée internationale 1948, plusieurs évoqueront avec envie le labeur fatigant mais paisible de 1869; plusieurs mettront en doute la valeur d'un progrès matériel et scientifique aussi propre à élargir les zones de mort et de destruction. A quoi bon réussir à libérer l'énergie atomique, si cette énergie doit contribuer à nous détruire? Je suis trop optimiste pour croire qu'elle nous détruira, mais le problème capital de notre époque ne consiste pas à assurer le progrès scientifique et matériel, si important soit-il par ailleurs, mais bien à résoudre les problèmes moraux, sociaux et politiques, surtout le problème fondamental de la paix et de la sécurité dans un monde d'idéologies et d'ambitions rivales. Sans une telle paix et une telle sécurité, le progrès pourra finir par n'être plus qu'une course à l'abîme.

Qu'est-il donc arrivé au monde depuis les observations d'Edwin Mallory? Pourquoi sommes-nous passés, non seulement de la faux à la moissonneuse combinée, mais encore de la Charge de la Brigade légère aux fourneaux de Belsen et aux camps d'esclaves de Sibérie?

S'il est toujours dangereux d'exagérer les faits, il ne l'est pas moins d'en donner une interprétation simpliste? Mais il semble exister une tendance qui, plus que toute autre, marque la désintégration morale de notre temps, tendance qui, après avoir amené les tueries massives de ces dernières années, pourrait aboutir à la destruction de la civilisation elle-même. C'est la tendance à diviser l'humanité en deux vastes camps par une ligne qui méconnaît et entrecoupe les frontières nationales et politiques. D'un côté de la ligne, ceux dont les concepts religieux et philosophiques de la vie comportent le respect de la dignité, de l'honnêteté et de la liberté individuelles, qui croient qu'un gouvernement n'a de raison d'être que par son apport au bonheur de la personne humaine, qui proclament que le gouvernement doit reposer sur le droit, la justice et la morale. C'est notre côté, le côté de la véritable tradition chrétienne, le côté de la démocratie libre et progressive. De l'autre côté de la ligne, se rangent les tyrannies totalitaires, tant de la droite que de la gauche, qui n'ont de critère moral que le pouvoir, pour lesquelles l'individu n'est qu'une machine destinée à servir et agrandir un Etat implacable et amoral, aux dictées et aux caprices duquel il doit obéir et se plier sous peine d'être broyé.

Cette lutte entre la liberté et le despotisme est rarement bien définie; elle est souvent confuse, elle se complique souvent d'autres questions. Toutefois, au cours de notre génération, les lignes en ont été assez nettement tracées: la bataille s'est libérée contre l'impérialisme pangermaniste d'abord, contre la tyrannie nazie et fasciste ensuite, et enfin, de nos jours, contre l'asservissement brutal de l'esprit et du corps, effroyable résultante d'un communisme international agressif.

C'est cette lutte que nous devons gagner afin de poser les fondements d'une paix durable; c'est cette lutte qui, en 1948, fausse tous les aspects de la vie nationale et internationale. Elle se manifeste au sein des Etats par l'effort tenté pour renverser la démocratie populaire et parlementaire et instaurer par la violence des despotismes policiers. Elle se manifeste sur le plan international par les desseins agressifs et subversifs des gouvernements communistes contre les pays qui ne veulent pas souscrire à leurs doctrines réactionnaires. Fait assez significatif, les Etats qui, aux conférences internationales, sont le plus résolus à diminuer les droits d'autrui et à exalter les leurs sont précisément ceux-là dont le gouvernement est le plus dérégulé et le plus autocratique.

Même sur le sol favorisé du Canada, nous ne pouvons pas éluder complètement cette opposition entre la liberté et l'esclavage. La liberté, comme la paix, est indivisible. Si on la détruit quelque part, elle fléchit partout. Qu'y pouvons-nous? Nous devons aménager nos propres ressources, humaines et matérielles, nous devons faire régner chez-nous un tel ordre que le communisme ne puisse s'y implanter. Nous devons prouver que notre genre de démocratie - la démocratie parlementaire libre - a fait plus et peut faire beaucoup plus pour accroître le bonheur et le bien-être de l'homme moyen que ne pourront jamais le faire le communisme ou le fascisme et leur enrégimentation totalitaire. Cela devrait être possible - voire facile - si - un si lourd de sens - nous apportons au service de la démocratie et de la liberté le même zèle que les fanatiques communistes en mettent à détruire le commerce. Un communiste russe, devenu libre citoyen canadien a écrit: "Pourquoi le Canada verserait-il dans le communisme lorsqu'il est visiblement mieux pourvu à tous égards que l'Union soviétique?"

Notre premier devoir est donc d'assurer chez nous le fonctionnement de la démocratie. Le Canada ne pourra jouer un rôle effectif à l'extérieur qu'à la condition d'être libre, fort, prospère et uni sur le front national.

Une fois établie cette priorité, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, nous soustraire à nos obligations de membre de la communauté internationale. Nous ne devons rien négliger pour assurer la paix parce qu'il n'y a pas de pays où la paix ait plus d'importance, sous tous rapports, qu'elle n'en a au Canada. Mais n'allons pas oublier que l'action nationale seule est impuissante à préserver cette paix. Nous ne devons rien négliger pour encourager le commerce international, car ce commerce est plus indispensable à la prospérité du Canada qu'à celle de tout autre pays. Or, l'action nationale seule est impuissante à assurer le commerce et, partant, la prospérité.

Par conséquent, pour ce qui est de la paix et de la prospérité, le Canada est inévitablement entraîné dans les affaires internationales. Evitant la suffisance et le chauvinisme, nous devons - comme nous l'avons déjà fait d'ailleurs - témoigner d'un désir sincère de coopérer avec les peuples qui témoignent du désir réciproque de coopérer avec nous.

...../Examinons

Examinons tout d'abord le second point: la coopération en vue de la prospérité. Il existe un rapport direct et vital entre la politique extérieure du Canada et le bien-être matériel des Canadiens. Ainsi qu'on l'a souvent signalé, les Canadiens ont une raison péremptoire entre toutes de s'intéresser aux affaires internationales, c'est qu'environ un tiers de leur production globale doit se vendre sur les marchés étrangers. Ce seul fait suffit à démontrer que la politique étrangère - même envisagée sous un angle purement matériel - est quelque chose qui nous touche de près et qui mérite autant de soin que tout autre aspect de nos affaires nationales.

Ainsi, par exemple, en contribuant au relèvement de l'Europe, nous ne faisons pas simplement acte de générosité et d'altruisme, nous essayons de protéger le marché canadien et les revenus canadiens. L'effondrement de ces marchés entraînerait la perte d'emplois pour quelques-uns et une perte d'argent pour un bien plus grand nombre. Le rapport qui existe entre les marchés extérieurs et notre économie est, en fait, à peu près identique à celui qui existe entre une mauvaise récolte ou la famine et l'économie d'une société plus primitive. Il y a 5,000 ans, les membres d'une tribu ne pouvaient guère influencer sur les conditions climatiques, mais il ne suit pas de là que la sécheresse n'influaient pas sur eux.

Nous serions aujourd'hui bien malavisés à vouloir régler notre conduite sur la supposition que le climat politique et économique des nations ne nous regarde pas et nous serions également malavisés à ne pas tâcher d'y remédier.

La prudence élémentaire exige que le Canada, troisième nation commerçante du globe, recherche et appuie une coopération économique à long terme en vue d'assurer la stabilité et la prospérité internationales.

La prudence élémentaire exige également que nous ne fassions pas plus, ou qu'on n'attende pas plus de nous, que nos moyens économiques et financiers ne nous le permettent. D'autre part, on ne doit pas oublier que notre aide à l'Europe a pour objet de restaurer le système multilatéral du commerce d'avant-guerre. Le Canada ne s'en porterait guère mieux - non plus d'ailleurs que l'Europe elle-même à la longue - si, au moment où les secours nord-américains cesseront, le commerce européen se cristallisait en systèmes et en politiques qui nous obligeraient, par mesure de prudence, à refondre notre système commercial et à conclure nos propres marchés bilatéraux avec chaque Etat. Ce n'est pas ainsi que nous concevons le monde meilleur qui devrait exister à l'expiration du Plan Marshall. Les Canadiens seraient amèrement déçus si c'était là l'unique résultat des efforts déployés actuellement. Nous désirons contribuer à ramener l'Europe au régime des marchés multilatéraux non pas à celui des marchés bilatéraux; nous voulons en finir avec les transactions et les pratiques commerciales néfastes de l'avant-guerre; des aspirines et des harmonicas contre des vivres et des matières premières; la production de blé à tout prix; l'autarcie à tout prix.

D'un autre côté, si la prospérité est l'un des objectifs de notre politique extérieure, le second objectif, de beaucoup le plus important et sans lequel ne sauraient exister ni prospérité ni quoi que ce soit, n'est autre que la paix. Que doit faire un pays comme le Canada pour aider à maintenir, ou plutôt à établir, la paix dans un monde partagé entre les deux concepts sociaux dont j'ai déjà parlé?

...../En premier

En premier lieu, sans transiger sur le chapitre des libertés fondamentales, le Canada et les autres démocraties doivent s'efforcer de trouver une formule de coexistence avec les gouvernements totalitaires, ne serait-ce qu'une formule de tolérance mutuelle. A mon avis, le meilleur moyen d'y arriver consiste à élargir l'horizon de la liberté démocratique et à vivifier les vertus profondes de la démocratie. Même le despotisme le plus implacable ne saurait asservir à jamais l'âme humaine. Toujours on cherchera la liberté, même si pour la trouver il faut sauter par les fenêtres! Sans intervenir dans les affaires nationales d'aucun pays, les démocraties doivent, par le précepte et l'exemple, encourager partout la liberté. Les démocraties doivent encore opposer un bloc solide à toute action ou exigence agressives communistes. Nous devons mettre tout en oeuvre - comme le Canada l'a fait de concert avec d'autres Etats pacifiques - pour faire de l'ONU un organe effectif de coopération et d'entente internationales et pour l'empêcher de dégénérer, suivant le vœu des Etats communistes, en instrument agressif de guerre politique. S'il se trouve des gens pour ravalier les Nations Unies à ce rôle néfaste, je dirai comme M. Vishinski à la conférence récemment tenue à Belgrade: "Ils étaient libres de venir, ils sont libres de s'en aller".

L'ONU est actuellement le moyen dont nous disposons pour assurer une coopération internationale universelle et organisée. Elle incarne l'espoir que nous entretenons de résoudre nos différends sans recourir à la force. Ce serait la pire des tragédies s'il fallait que cet espoir fût brutalement frustré par les actes de certains Etats cruellement éprouvés par la guerre et qui bénéficieraient tellement du bon fonctionnement d'une organisation destinée à leur épargner le retour des mêmes malheurs. Nous tenons ardemment à garder dans l'Organisation des Nations Unies tous les Etats qui souscrivent aux principes et aux objectifs de la Charte. Mais mieux vaudrait n'avoir pas d'Organisation des Nations Unies qu'une organisation irrémédiablement réduite par les actes de quelques-uns de ses membres à un rôle futile sinon nocif.

Si, dans l'état actuel des choses, l'ONU ne peut pas - et nous savons qu'elle ne le peut pas - garantir la sécurité de ses membres, il ne suit pas de là que nous devons tirer de l'arrière et attendre que la tyrannie et l'agression détruisent les démocraties une à une.

Si la coopération en vue de préserver la paix au sein des Nations Unies est impossible sur le plan universel, il est possible aux démocraties libres et pacifiques de disposer leurs forces sur un plan régional afin de résister collectivement à l'agression et de la réduire collectivement à l'impuissance, que cette agression soit directe ou indirecte et d'où qu'elle vienne. Même si elle devait, au début, s'exercer sur un plan uniquement régional, une telle action collective s'impose d'urgence. La menace d'un communisme agressif et expansionniste, accordé aux ambitions d'une très grande puissance, est trop grave, trop directe et trop immédiate pour que nous attendions dans l'inaction que toutes les nations éprises de liberté se mettent d'accord sur une formule d'action collective.

Voilà pourquoi le Gouvernement canadien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, tant au moyen de déclarations publiques que d'interventions et d'entretiens diplomatiques, a préconisé un système de sécurité nord-atlantique englobant le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada et les pays libres de l'Europe occidentale. Un tel système pourrait, croyons-nous, créer et maintenir une force défensive jouissant de la prépondérance nécessaire sur tout adversaire possible ou toute alliance possible d'adversaires agressifs.

...../J'ajoute

J'ajoute qu'un arrangement collectif de cet ordre comporte des valeurs positives aussi bien que négatives. Il peut contribuer à la prospérité non moins qu'à la sécurité. Là réside notre dernier espoir et la possibilité - d'instaurer sur de vastes régions la liberté, l'ordre et le bien-être. Dans les circonstances ce semble être là notre meilleure formule de paix; la concentration d'une supériorité écrasante de forces morales, économiques et physiques du côté de ceux qui, répugnant à employer la force, sont résolus à y recourir solidairement s'ils y sont contraints. Si nous pouvons réaliser cet objectif, il se peut que les forces d'agression, respectant la puissance que nous aurons accumulée pour la guerre et convaincues de notre volonté de paix, renoncent à leurs desseins pervers, abandonnent leurs soupçons injustifiés et commencent à coopérer avec les autres Etats sans exiger qu'ils deviennent de simples satellites. Dans un monde qui se contracte sans cesse, toute association politique qui ne repose pas sur l'universel ne peut constituer une fin en soi mais uniquement un moyen de parvenir à un but. Ce but, il est défini dans la Charte que nous avons tous signée, c'est l'édification d'un organisme de coopération et de bonne entente internationales, où les hommes, à quelque confession religieuse ou à quelque race qu'ils appartiennent pourront vivre ensemble dans la paix et la prospérité.

Je sais que le Canada contribuera honorablement à réaliser ce haut objectif.